

# Le socialiste bordelais Feltesse n'a toujours rien compris à la laïcité, ni à l'islam

Lettre ouverte à monsieur VINCENT FELTESSE, député socialiste de la Gironde et président de la Communauté urbaine de Bordeaux

Monsieur le député,

Sauf votre respect, le texte ci-dessous, dont vous êtes l'auteur, est celui d'une haute personnalité qui n'a compris ni ce qu'est la laïcité, ni ce qu'est l'islam.

La laïcité sépare le politique du religieux, mais n'interdit pas au politique d'être religieux, pas plus qu'elle n'interdit la politique au religieux : Hugo, qui était authentiquement laïque, parlait sans cesse de Jéhova, et le général de Gaulle allait chaque dimanche à la messe ! On peut donc être laïque et franchir le seuil d'une église.

Mais on ne peut se dire laïque et accepter une laïcité à « *géométrie variable* ». Ou l'on est laïque, et l'on doit soumettre toutes les religions à la laïcité ; ou l'on entre dans la logique des « *accommodements raisonnables* », et l'on n'est plus laïque !

Cette évidence semble vous avoir échappé, comme semble vous échapper l'intolérance de l'islam – que la plupart des Français constatent au quotidien. Et comme ce constat dérange vos convictions, vous prétendez qu'il repose sur des « *représentations erronées* », contre lesquelles « *le dialogue entre la société française et l'islam* » est à « *favoriser* ».

Mais n'avez-vous jamais écouté la France ? Qui ne cesse de dialoguer, depuis plus de trente ans, avec les musulmans de notre pays, sinon notre pays lui-même ? Et pourquoi tant d'efforts sinon pour assurer la paix sociale fondée sur le respect de nos lois ?

Au fond, vous savez très précisément ce qu'il en est – et peut-être mieux que personne ! – sans quoi vous n'auriez pas écrit cet article. Mais vous avez tellement peur de cette évidence que vous préférez « réinterroger le pacte républicain, et, à travers lui, la laïcité ».

Autrement dit, vous faites exactement ce qu'il ne faut pas faire !

Car le problème n'est pas « au-delà de l'islam » : il est au cœur de l'islam, dans sa propre doctrine, dont les fondements sont contraires à ceux de la République. Garantir « à chacun la liberté de culte », soit ! Mais quand le culte appelle à tuer les infidèles, qui peut dire « soit ! » ?

N'oubliez pas, monsieur le député, que vous êtes un de ces infidèles, et que ce n'est pas en répétant à longueur d'article que l'islam a sa place en France dans le respect des valeurs laïques et républicaines, que vous modifierez en quoi que ce soit le sort réservé aux mécréants !

Et puis, de grâce, ouvrez les yeux ! L'islam tel qu'il est en France ne se définit pas par « l'influence d'enjeux extérieurs à notre pays ». Ici, comme ailleurs, l'islam est ce qu'il a toujours été : sûr de lui, fier de lui, activiste et conquérant. **C'est tout, sauf « un islam qui se cherche » !** S'il se cherchait, ses prêches ne seraient pas majoritairement anti-occidentaux, la présence musulmane ne serait pas « de plus en plus visible dans l'espace public », et nous n'aurions ni le foulard, ni la burqa – qui, bien qu'interdite, continue à proliférer ! – ni le halal, ni les prières de rue, ni les reculades de la République, ni votre discours, ni le mien !

L'« *environnement sécularisé* » dont vous parlez est donc le pire contresens que l'on puisse faire sur l'islam, car le musulman authentique est précisément celui pour qui l'Etat ne saurait être laïque et la société sécularisée. Or, le musulman authentique est celui qui se dit musulman d'abord. Et cette primauté explique l'intégrisme !

Certes, vous allez m'objecter que ces musulmans-là sont ultra-minoritaires, et que dans leur immense majorité, les musulmans français condamnent l'intégrisme islamique. Mais alors, pourquoi ne le condamnent-ils point ouvertement ? Où sont les articles de presse musulmans qui chanteraient les louanges de notre République laïque et féministe ? Où sont les défilés musulmans hérissés de banderoles sur lesquelles on pourrait lire « *Vive la laïcité !* », « *Vive l'égalité hommes/femmes !* », « *Non au djihad en France !* », « *Les islamistes sont nos ennemis* », etc. ? La France interdirait-elle des manifestations servant aussi clairement ses valeurs ?

En réalité, la montée de l'intégrisme est l'actuelle réalité de la France – et de ses voisins européens ! – ce qui en fait la réalité occidentale par excellence, et cette réalité, quoi que vous en disiez, ne « *brouille pas l'image de la religion musulmane* », mais en révèle la vraie nature.

Or, malgré ce truisme, vous affirmez qu'il faut « *renouer avec le dialogue* » ! Mais quel dialogue ? Vous qui évoquez les « *nombreuses religions de notre pays* », comment se fait-il qu'elles ne soient point invitées nominalement à ce fameux dialogue ? Pourquoi ce dernier ne nomme-t-il que l'islam ?

Le pire, c'est que vous connaissez la réponse. Seulement, vous n'osez pas la dire. Tout votre article sue le non-dit : on appelle cela le « *politiquement correct* », celui-là même qui vous empêche de présenter l'islam tel qu'il est. Si vous aviez eu ce courage, vous n'auriez point écrit que « *repousser l'islam dans l'ombre* », c'est « *le jeter dans les bras des obscurantistes au lieu de l'attirer vers les Lumières* », car

ce même courage vous aurait permis de savoir que l'islam est cette ombre qui jamais n'accédera aux Lumières, pour la bonne raison que les Lumières sont antinomiques à l'islam !

Si donc vous aviez eu le courage qui fait tant défaut à ceux dont le devoir est de défendre la République, vous n'auriez pas soutenu financièrement « *un projet de centre culturel musulman* », qui, **parce qu'il associe** « *lieu de culte et lieux de savoirs et d'échange* », risque, à terme, de dissoudre la France entière dans l'islam !

Je vous prie de croire, monsieur le député, en l'assurance de mes sentiments laïques et républicains.

**Maurice Vidal**

✘ TEXTE DE MONSIEUR VINCENT FELTESSE

Pour un islam de France dans la République

Républicain laïc, je le suis profondément, peut-être même parfois de façon caricaturale. Quand j'étais maire, je refusais de franchir le seuil d'une église lors des commémorations du 11-Novembre et du 8-Mai. Pourtant, mon expérience de maire m'a aussi amené à entretenir les églises de la commune. Certains y voient une contradiction ? Non, il s'agit juste de reconnaître que la laïcité française est aujourd'hui à géométrie variable.

La France compte plus de 4 millions de personnes pratiquant les préceptes de l'islam (enquête Te0 de l'Ined, janvier 2013). Dans le même temps, l'étude de l'Ipsos, «France 2013, les nouvelles fractures», montre que, pour 74% des personnes interrogées, la religion musulmane n'est pas tolérante et surtout n'est pas compatible avec les valeurs de la société française. Un tel constat nous interroge sur les risques de fracture au sein de la société française, d'autant plus graves qu'ils reposent sur des représentations erronées.

Face à ce constat, n'est-il pas de notre responsabilité de favoriser le dialogue entre la société française et l'islam, deuxième religion de France ? Au-delà de l'islam, c'est bien la diversité des religions dans la société française qui nous incite à réinterroger le pacte républicain et, à travers lui, la laïcité. Le sentiment religieux ne peut être nié ; au contraire, il doit être reconnu dans sa pluralité, tout comme doivent être respectées les sensibilités des non-croyants. Si la République garantit à chacun la liberté de culte autant qu'elle préserve le droit à l'athéisme ou à l'indifférence, elle créera alors les conditions d'apaisement de notre société.

La société française est dominée par un agnosticisme qui ne dit pas son nom, mais reste traversée par le fait religieux. L'islam est aujourd'hui une des nombreuses religions de notre pays, de plus en plus visible dans l'espace public. Sa pratique suscite de grands débats au sein de la société française : le port du foulard, la place de l'alimentation halal dans la restauration collective ou encore la prière du vendredi dans l'espace public, autant de signes pointés du doigt par les femmes et les hommes attachés aux principes de la laïcité. Par ailleurs, notre époque est marquée, depuis plus de quinze ans, par la montée de l'extrémisme au sein de l'islam, achevant de brouiller l'image de la religion musulmane. Pourtant, l'histoire française est suffisamment riche et complexe pour nous rappeler qu'il ne faut pas confondre croyance et fanatisme ou autres intégrismes.

### Dépasser les clivages

Aujourd'hui, il est temps de dépasser certains clivages et de renouer avec le dialogue. D'un côté, il est indispensable que l'islam puisse trouver sa juste place dans la société française empreinte de valeurs de tolérance et de partage ; d'un autre côté, la culture musulmane doit pouvoir s'ouvrir à la culture française comme elle l'a fait depuis des siècles dans d'autres pays. Comme toutes les cultures religieuses, la

culture musulmane est riche de nombreuses influences, elle n'est pas faite d'un seul bloc mais évolue au gré des sociétés qu'elle traverse. Trois générations au moins depuis les années 1950 façonnent ce qui pourrait devenir demain un islam de France, lequel cherche encore sa place, comme l'attestent les fractures citées plus haut. Or repousser l'islam dans l'ombre, n'est-ce pas le jeter dans les bras des obscurantistes au lieu de l'attirer vers les Lumières, lesquelles façonnent depuis des siècles la civilisation française.

En notre qualité d'élus républicains, il est de notre responsabilité de montrer la capacité de la laïcité à pouvoir interroger la place de l'islam en France, comme n'importe quelle autre religion. Est-il normal que les mosquées françaises soient financées par des pays étrangers au risque d'être instrumentalisées ? Est-il normal que des imams en France ne parlent pas le français ?

L'islam a sa place dans notre pays au même titre que les autres religions, dans le respect des valeurs laïques de la République. Aujourd'hui, il est beaucoup trop sous l'influence d'enjeux extérieurs à notre pays. Il n'existe pas d'islam de France mais un islam qui se cherche. Aussi l'enjeu est-il aujourd'hui de permettre à la foi musulmane de se pratiquer dans un environnement sécularisé, respectueux des lois de la République. Ce débat doit avoir lieu.

À Bordeaux, il se trouve un projet de centre culturel musulman, associant lieu de culte et lieux de savoirs et d'échange, ouverts à tous. J'ai décidé de consacrer une partie de ma réserve parlementaire au budget de financement des premières études de réalisation.

Si les lieux de culte relèvent des croyants, des lieux périphériques comme un tel centre doivent pouvoir compter sur une aide publique en toute transparence et légalité. Un tel soutien financier est là aussi pour dire qu'un islam de France doit être inventé et qu'il ne peut exister que s'il trouve

dans son propre pays les moyens de son existence.

*VINCENT FELTESSE*, député socialiste de la Gironde et président de la Communauté urbaine de Bordeaux.

\*\*\*\*\*